

RÉCHAUFFER LA BANQUISE

Le bulletin pour tropicaliser la Gauche

• NOVEMBRE 2004 • N U M E R O 29 •

• LES PUBLICATIONS DU CACTUS REPUBLICAIN / **LA GAUCHE !** •

EUROPE, ECONOMIE, INTERNATIONAL : PETITS (et gros) MENSONGES ENTRE (plus ou moins) AMIS

❖ EDITO

Par Jean-Luc Gonneau

*Tant va le débat européen que fleurissent les noms d'oiseaux surtout destinés aux partisans du Non, qui restent, eux, jusqu'à présent, dans un cadre bienséant. Hélas, mes biens chers sœurs et frères, je crains fort que **João Silveirinho**, très remonté par les mensonges par omission de quelques vedettes du « oui de gauche », oxymoron dirait l'autre, ne fêle quelque peu, dans ce numéro, ladite bienséance.*

*2004 est d'ores et déjà marqué par la violence. **Jean-Marc Holleaux** nous propose une analyse des causes du terrorisme dans un article qui pourrait nourrir un débat. Il est là en tout cas pour ça, et les menteurs Bush, Poutine, Sharon sont assaisonnés comme il faut. **Jean-Michel Dejenne** a trouvé qu'on avait traité un peu vite la position de Jospin dans notre numéro de septembre et revient dessus, pour mieux le démonter. A propos du traité aussi, **François Lucas** nous propose quelques commentaires : on n'en finit pas de trouver à redire à ce pavé ! Toujours à ce sujet, **Emmanuel Dupuy**, **Diane Le Béguec** et **Emmanuel Saussier** saluent, dans une tribune libre, la position des socialistes pour le non ; ils en pinceront pour Fabius que ça ne nous étonnerait pas, ceux-la. **Georges Michel**, lui, en pince pour la Coordination Nationale de la Gauche Républicaine et nous dit pourquoi dans son inimitable style. On aime bien les râleurs à la Banquise et en plus des coups de gueule habituels de **Jean-Michel Hureau**, nous accueillons avec plaisir les indignations de **Fabienne Courvoisier**.*

*On trouvera également un utile rappel d'**Alain Sabatier** sur le scandaleux blocus qui frappe le peuple cubain, quoiqu'on pense du régime castriste. Et **João Silveirinho** nous donne des nouvelles de la gauche, toute émoustillée par le débat constitutionnel et de **La gauche !**, qui prépare son assemblée générale. Enfin, parce qu'on aime bien les amis qu'on aime bien, nous conseillons vivement d'aller voir la pièce de notre chère **Soizic Moreau**, en novembre à Montreuil.*

*Un sommaire étoffé donc, qui ne nous a pas permis de traiter comme il convient le rapport Camdessus, commandé par N. Sarkozy. Nous y reviendrons sans doute, car ce nouveau livre de chevet du petit Nicolas est un brûlot libéral de la plus belle eau, n'en déplaise à Eric Le Boucher, autre menteur par omission, qui en fait dans *Le Monde*, quelle surprise, un quasi-panégyrique, dans lequel on apprend, entre autres, que « Camdessus est « plus chrétien que libéral ». Camdessus, vous vous souvenez ? C'est l'ancien directeur général du FMI, l'homme des « ajustements structurels » qui ont livré à la misère des millions d'habitants des pays du « tiers-monde ». Camdessus, un sommet d'incompétence économique, dicit Bernard Maris qui a le jugement sûr en la matière. Un drôle de paroissien, ce Camdessus, qui trouve, dans son rapport qu'il faut travailler plus sans forcément gagner plus, car les salaires élevés, c'est mauvais pour l'économie. Il commence très fort, Camdessus.*

Un dernier mot : notre site internet est toujours en travaux. Grouille-toi, Jean-Christophe, nous sentons monter le mécontentement populaire !

❖ EUROPE : LE BAL DES MENTEURS

PAR OMISSION

Par Jean-Luc Gonneau

Plus les semaines passent et plus les arguments des socialistes qui défendent le oui au futur référendum constitutionnel européen font peine à lire. Nous avons parlé de Rocard dans le dernier numéro, Jean-Michel Dejenne traite de Jospin un peu plus loin. Il y en a d'autres. Nous avons gardé un respect certain pour Martine Aubry, la « dame des 35 heures », nous avons de l'amitié pour Jean Le Garrec, parlementaire courageux, héraut naguère de l'autogestion. Ils signent avec Michel Wieworka, sociologue médiatique, un texte dans *Le Monde* pour dénoncer le « mythe dangereux de la crise salutaire ». On sait que l'argument de la « crise salutaire » est parfois développé par certains partisans du non au sein du PS. Il prennent d'ailleurs en général la précaution de préciser que le rejet de la constitution n'ouvrirait pas de crise institutionnelle, puisque l'Europe fonctionne - mal - sans constitution (et qu'elle fonctionnerait encore plus mal avec la constitution). Premier travers, donc, dès le titre : ce n'est pas une crise qu'un non susciterait, mais un sursaut. Nuance. Voter non, dit d'abord notre trio, c'est affaiblir l'Europe face aux Etats-Unis, notamment par rapport aux grands conflits mondiaux. Quant on sait, ce que le trio ne dit pas, mensonge par omission, que le traité prévoit une politique de défense compatible avec celle de l'OTAN, donc des Etats-Unis, on mesure l' « affaiblissement ».

Quand nos auteurs affirment que le projet de traité est porteur de « promesses d'un peu plus de justice », ils se gardent bien de se référer aux dispositions mêmes du traité. Ils ont raison, d'ailleurs, car ils ne trouveraient rien d'autre que des banalités pour étayer leur engouement. Vient ensuite la vieille technique de l'amalgame. Ce n'est pas bien Martine, c'est très mal, Jeannot, de tomber si bas : voter non, ce serait voter comme les extrêmes, gauche et droite (hé, les copains, au passage, il y a une différence, quand même, non ?). « La perspective d'un succès du non est aussi celle de la fusion des pensées réactionnaires », osent-ils écrire. Pour éviter le débat, rien de tel que de disqualifier l'adversaire. Comme si nous disions que voter oui est un brevet de socialisme pour Chirac, Raffarin, Sarkozy ou Madelin.

« Il n'existe pas de projet politique à la taille de l'Europe qui puisse se construire sans la mobilisation de forces politiques et syndicales sur des objectifs précis », poursuivent-ils. Certes. « Or, ces acteurs se sont tous engagés : ils se préparent à en appeler au oui ». Là, ce n'est plus du mensonge par omission, mais du mensonge tout court, ou alors, ce que ne nous ne croyons guère, une colossale ignorance des débats en cours dans les organisations syndicales européennes ajoutée à un profond mépris pour les partisans, à gauche, du non, traités comme quantité négligeable puisque « toutes » les forces politiques seraient pour le oui. Si tel était le cas, on se demande bien pourquoi les Aubry, Le Garrec, Wieworka et consorts se démènent tant pour défendre un projet qui selon eux serait déjà emballé et pesé. Ils terminent leur triste poulet avec cet argument massue : « ce n'est pas un non à la ratification qui garantira des avancées sociales dans notre pays ! » (le point d'exclamation est dans le texte). Dernier mensonge par omission. L'omission, c'est qu'un oui ne les garantirait pas davantage. Et même, sur quelques points, il les rendrait plus hypothétiques encore (voir nos numéros précédents et les commentaires de François Lucas plus loin).

Une demi page du *Monde* sans aucune référence précise au traité, sans aucun exemple concret de ses bienfaits et il faudrait voter oui ? N'est-ce pas traiter les citoyens en enfants ? Faites-nous confiance, nous savons ce qui est bien pour vous, votez oui et dormez bien. C'est le discours classique de la droite classique. Allons Martine, allons Jeannot, ressaisissez-vous, vous valez mieux que ça, que diable !

❖ LES ENFANTS NE NAISSENT PAS DANS LES CHOUX, LE TERRORISME NON PLUS

Par Jean-Marc Holleaux

Le terrorisme donne lieu, sur le plan de la théorie, à deux familles d'interprétation. La plus courante, en ce moment, consiste à le considérer, hors de toute explication historique ou autocritique, comme une sorte de cataclysme naturel, une volonté soutenue par des agitateurs maléfiques de détruire les libertés démocratiques, en bref une incarnation du « mal » : c'est Satan. Cette sorte de théorie, si on peut dire, a le grand avantage pour ses

tenants d'exonérer de toute recherche, voire réflexion, sur ses origines ou ses causes. A ce titre, elle permet à une bonne part des leaders d'Amérique du Nord (suivis en cela par nombre de latino-américains, comme l'a montré par le passé le débat à l'ONU pour le vote du 18 décembre 1972 – cf. Lewin, in *Le Monde* 27/09/04)) d'oublier que la « conquête de l'Ouest » a eu comme instrument premier un génocide généralisé sur le thème « Dieu est à nos cotés », et de baptiser terrorisme les tentatives de résistance indiennes, comme Vichy a dénoncé la résistance.

Par contre, la réflexion des démocrates tourne, avec des nuances, autour de la constatation que, au minimum, comme le dit très bien Baudrillard (in *Le Monde*, 3/11/01) « le terrorisme est l'ombre portée de tout système de domination... Toute puissance qui ramasse pour elle toutes les cartes force l'autre à changer les règles du jeu ». Il est difficile de suivre Baudrillard dans ses conclusions manichéennes d'une guerre permanente du « bien » et du « mal » montant ensemble en puissance, mais tout esprit non prévenu voit bien une sorte de mécanique fatale qui à toute domination oublieuse de ses propres règles et du droit de l'autre alimente une réaction que hors la loi et dans la violence. Ceci ne s'applique peut-être pas à tout terrorisme, peut-être pas à un terrorisme diffus résultant de la survivance de luttes de clans sous le règne de règles du jeu apparemment admises, peut-être pas à un terrorisme devenu maffieux, ayant perdu ou presque, sinon sous forme symbolique, sa justification historique.

Allons plus loin. Michel Bounan (in *Logique du Terrorisme*, ed. Allia, 2003) s'appuie sur un certain nombre de cas historiques pour dire qu'il est impossible que le terrorisme soit seulement ce qu'il prétend être : une réaction spontanée. Un grand nombre de terrorismes sont le résultat de manipulations d'un pouvoir cherchant prétexte à se renforcer par des mesures d'exception (le GIA manipulé par les services secrets algériens comme les terroristes russes des années 1890-1905 téléguidés par l'Okhrana). Ceci est établi. La généralisation de cette théorie paraît quelque peu excessive mais suggère, en 2004, une interrogation générale.

Pensons aux dirigeants élus de la plus grande puissance mondiale, décidés à faire de l'argent

pour eux-mêmes et quelques amis, dans le cadre d'un « libéralisme sauvage » et mondialisé, se trouvant bridés par des règles de droit bien établies une constitution solide : n'ont-ils pas intérêt à développer un mécontentement diffus pour susciter un terrorisme agressif qui leur permettra d'exprimer un « sécuritarisme » forcené et de mettre en sourdine les bases de l'état de droit anglo-saxon et notamment l'habeas corpus. La guerre froide a permis des politiques non conformes aux normes légales (Mac Carthy). Pourquoi des groupes extrêmes et puissants, privés de ce prétexte à autoritarisme, très portés, en fils de puritains, à considérer dieu, donc le bien absolu, à leur côté n'auraient-ils estimé possible de se susciter un adversaire à la hauteur pour, en réponse, s'autoriser à s'affranchir des règles traditionnelles ressenties comme bridant leurs ambitions en mentant au peuple sur les raisons d'une entrée en guerre, en mettant des milliers d'hommes en détention hors de toute procédure judiciaire pour ce lancer dans un délire de pouvoir absolu ? Pourquoi des envoyés américains négociaient-ils encore en août, avant le 11 septembre, avec les talibans afghans pour une affaire de pipe-line et avaient même trouvé le moyen d'entraîner Koffi Annan dans cette négociation ? Pourquoi le seul avion qui a été autorisé à décoller du sol des Etats-Unis, ce même 11 septembre, a-t-il été celui qui emmenait les membres de la famille Ben Laden vers l'Arabie ?

Pensons à la Russie, héritière partielle de l'URSS. Elle n'a plus de danger à l'ouest, contrôlé en grande part par l'Union Européenne. Mais, au sud, elle n'a pas de frontière claire et les peuples nord caucasiens, violemment colonisés par les tsars au 19^e siècle, constituent un « ventre mou » qu'il s'agit de tenir sous contrôle pour reconstituer, autant que faire se peut, l'empire russe. Les dirigeants actuels sont, Poutine le premier via le KGB, les héritiers de l'Okhrana qui a colonisé ces peuples. N'est-il pas tentant d'y susciter de violentes réactions de résistance, de les baptiser terrorisme et d'en profiter pour s'asseoir sur les concessions faites, les traités signés et pour les mater fut-ce dans le sang ? Dans ce cadre, le caractère absolument sanguinaire des preneurs d'otages de Beslan, qui reflètent la brutalité imbécile des « services de sécurité » au même

lieu, et réciproquement, sont clairement l'occasion pour le pouvoir russe d'annoncer sans délai et apparemment sans complexes le renforcement de son arsenal de domination (et au passage quelques entreprises « amies ») au nom de la modernité et de la lutte internationale contre le terrorisme, dans le silence (complice ?) des Etats-Unis et des européens, entre autres.

Pensons au gouvernement actuel d'Israël qui, après avoir déchiré tous les accords de concessions réciproques avec les palestiniens, mène avec brutalité une politique tendant à rendre impossible la survie de ceux-ci et rencontre une réaction terroriste. Il réprime, au nom de son « bon droit » le terrorisme avec des moyens disproportionnés qui ne laissent, justement, aucune chance au droit. Le gouvernement qui a l'impudence de se dire celui de la « seule démocratie au Moyen-Orient » désigne sans preuves et sans procès des « ennemis » et les exécute à coups de missiles air-sol, quitte à massacrer du même coup nombre d'innocents, bref institue un régime totalitaire sous le prétexte d'un terrorisme tout aussi aveugle, que son comportement nourrit depuis l'assassinat d'Itzhak Rabin.

L'Histoire dira si ces comportements ont été cyniquement conçus pour susciter une réaction violente, celle-ci, manipulée ou non, servant de prétexte pour s'attribuer, au-delà de la légalité, des pouvoirs exorbitants, ou bien s'il s'agit, à partir d'une volonté de puissance déjà hors droit, de l'engagement d'un processus spontané automoteur : domination-réaction-répression.

De toutes façons, dans les trois cas évoqués, et dans quelques autres plus discrets, il s'agit de pouvoirs animés par une conception antihistorique du terrorisme ou la brandissant comme idéologie. Ceci implique une politique sécuritaire toute répressive, qui récuse toute recherche de causes et, partant, refuse tout traitement politique. Alors s'engage un processus sans fin de domination violente qui engendre une résistance violence et ainsi de suite.

De la sorte, Bush Poutine, Sharon, leurs séides et quelques autres sont directement la cause d'une montée en puissance du terrorisme inouïe jusqu'à ce jour dans une zone géographique où la religion et les traditions dominantes ont des difficultés théoriques d'adaptation à la

modernité et créent, au nom d'une lutte contre le « mal absolu » occidental des volcans de violence et des régressions obscurantistes incontrôlables sans doute pour une génération. De la sorte, les pouvoirs dont le discours idéologique est la lutte pour le bien sont objectivement les créateurs d'un monde de chaos terroriste qu'ils ne maîtrisent plus.

Face à cette horreur, le citoyen démocrate reste éperdu et ne voit plus que faire. Ne faut-il pas alors, pour y voir clair, aux bons vieux principes de base ? Kant, dans son « Projet de paix perpétuelle » (1795), dit et démontre que la paix n'est possible entre les peuples que si chacun est organisé en état de droit de telle sorte qu'aucun de ses dirigeants ne puisse, à un moment donné, s'estimer au dessus des lois. Cette règle exigeante est le fondement de toute république et la condition absolue d'une paix réelle. Elle est fragile et voyons bien que les apparitions de poussées terroristes, pour peu qu'on ait la sagesse de chercher à les expliquer historiquement, commencent modestement mais sûrement avec des oublis quotidiens de cette règle, peut-être discrets au départ, qui ensuite se multiplient par accoutumance. Tous nos créateurs de terrorisme au nom du bien, de la modernité et de la mondialisation sont sortis du jeu démocratique défini, entre autres, par Kant, ont commencé par laisser coloniser des sols ne leur appartenant pas, n'ont pas respecté leur signature. Sur ces voies, de proche en proche, ils ravagent pour longtemps la notion même de paix. Dans ce contexte, qui est à l'abri d'une telle dérive ? Le citoyen doit être très vigilant, armé de son cactus.

❖ JOSPIN : POUR LUI, C'EST TOUJOURS OUI-OUI

Par Jean-Michel Dejenne

Lionel Jospin s'est donc exprimé le 23 septembre 2004, tel un oracle, dans l'organe central de la bien-pensance sociale-démocrate, à savoir l'usable *Nouvel Observateur*.

On reconnaît là son style austère et classique, un peu ringard même, surtout si l'on se souvient qu'en 1995 Michel Rocard avait choisi l'hebdo chéri des bobos, les *Inrockuptibles*, pour y balancer la moitié de la Terre dans un entretien-choc qui a fait date. Mais Jospin n'a pas cette originalité ni cette audace, et le fond même de son article intitulé « Pour moi, c'est oui » le

confirme bien. Comme toujours, Jospin suit la pente, se laisse porter par le vent dominant, quoiqu'il en écrive (« J'entends dire aussi qu'il faudrait voter non parce que les Français seraient tentés de le faire. En somme, il faudrait les précéder pour être sûrs de les suivre »).

Car en fait, même au PS, a-t-on vu Jospin prendre un jour le risque de la minorité ? Au mieux, il se retire, comme lors du remaniement ministériel de 1992 ou le 21 avril 2002. Le courage n'est pas son fort. C'est ainsi que l'ancien trotskyste soutient Maastricht (mais la continuité d'un résidu idéologique internationaliste anti-national n'est pas à exclure), que l'ancien tiers-mondiste approuve la guerre d'Irak en 1991, puis lance la France sans même un vote parlementaire dans l'opération de police otanesque au Kosovo en 1999. En 1983 il décrète ouverte l'interminable « parenthèse libérale » - ce qu'il assume solennellement dans le Nouvel Obs : « En 1983 [François Mitterrand] préféra l'engagement européen à l'aventure solitaire de la France. Premier secrétaire du PS, j'ai, avec les socialistes, appuyé ce choix ». Il n'ose pas non plus attaquer les communautaristes de front, ni nos « partenaires » européens, pendant ses cinq années à Matignon, et signe l'échec de la gauche plurielle.

Et aujourd'hui, le voici qui refait partiellement l'Histoire pour rester « du bon côté » de l'élite, et contrer Fabius qui, dépourvu de sincérité, n'en a pas moins fait un joli pari, et joué gros.

Il faudra que l'ancien marxiste Jospin nous explique de façon un peu moins grossière, et un peu plus respectueuse des intelligences, comment un tel carcan libéral « laisse chaque pays membre libre de mener sa politique, de droite ou de gauche », et qu'il étaye un peu mieux cet auto-satisfecit : « j'ai laissé l'Europe moins libérale que je ne l'avais trouvée ».

Comment peut-on, sous le titre « un compromis acceptable », considérer que le vœu pieux de l'objectif du plein-emploi est un « pas en avant significatif » (comme si l'on aurait pu inscrire autre chose, dès lors que le traité abordait la question de l'emploi), de même que la Charte des Droits Fondamentaux dont aucun élément n'est plus favorable que l'actuel droit social français en dépit des coups de boutoir déjà encaissés, de même que se réjouir d'un « gouvernement économique de la zone Euro »

quand on a soi-même fait ratifier Maastricht et sa banque centrale indépendante? Mais pardon, j'oubliais ! Pour le PS depuis juin, c'est « et maintenant, l'Europe sociale ! »...

On voit encore le manque d'audace intellectuelle et d'imagination de Jospin lorsque, sous le titre « la thèse d'une crise européenne salutaire est chimérique », il se place en défense molle et se cache derrière un faible (et malhonnête ?) « ceux qui prennent le risque de la crise ne savent pas comment la dénouer ».

Le conformisme européiste de l'ancien premier ministre de la France est complet lorsqu'il regrette les quelques faits d'armes diplomatiques de la France sous Chirac-Raffarin, comme avoir « montré trop d'arrogance, fustigé les pays de l'Est » (qui ont tout de même célébré leur entrée dans l'UE par un acte de foi atlantiste retentissant pendant l'affaire irakienne) et avoir, accrochez vos ceintures, « maltraité la Commission » !! Conclusion : « nos partenaires n'attendent pas de nous un surcroît de brutalité »... Dans son cocon de l'île de Ré, Lionel Jospin n'aurait-il pas perdu le sens de la mesure et des réalités politiques ?

Enfin, il se livre à une défense pathétique du médiocre Pascal Lamy, « sacrifié [par Chirac] parce qu'il avait seulement le défaut d'être socialiste », un bien curieux socialiste quand on voit l'impressionnant bilan néolibéral de ce commissaire.

Mais pour Jospin, le PS a bien cependant une « vocation européenne » et même, « si l'idée européenne ne résume pas le socialisme, elle est essentielle à son identité », comme en attesterait l'action de Blum et même de ... Jaurès.

Plus pertinent – mais courageux...- eut sans doute été de méditer cet éditorial du Temps de Genève, soulignant l'importance du choix de Fabius, « premier grand dirigeant socialiste européen depuis l'après-guerre à renoncer à mettre l'unité européenne devant la répartition des richesses », cette dernière étant pour le coup nettement plus constitutive de l'identité d'un parti socialiste...

Il n'est pas inintéressant de connaître la composition de la gauche française en 2004 selon le camarade Jospin (« Michel », pour les initiés) : elle est « diverse : elle comprend les communistes – qui avaient amorcé une

évolution sur l'Europe [avec le succès électoral et identitaire que l'on sait, *nda*] – et aussi les radicaux et les Verts ». Il manque clairement une des composantes de la chère gauche plurielle de M. l'ex- premier ministre, qui a la rancœur infondée mais tenace...

Avec ces alliés sans doute, Lionel Jospin en appelle à laisser de côté cet évident débat européen où le Oui s'impose naturellement, parce qu'il « déplace l'attention des Français de la véritable crise politique qui secoue sous nos yeux le pouvoir exécutif et la majorité dans notre pays (...) Nous diviser sur l'Europe au lieu de nous unir contre la droite serait faire à celle-ci un cadeau inespéré ». Après en avoir étonnamment appelé à ce repli national, il ajoute « si nous faisons de la politique intérieure, faisons-le sur des problèmes nationaux ». Que ceux-ci soient déterminés par les choix de Bruxelles, dont 80% de notre droit national est maintenant plus ou moins directement issu ne pose pas de problème à notre grand retraité à éclipses !

Le rôle politique et sociologique du droit est d'ailleurs sous-estimé par Jospin, qui feint de croire à la neutralité du cadre juridique de ce traité. Dans le même esprit, le chroniqueur Bernard Guetta vient sur France Inter de reprendre ce postulat de Jospin en l'illustrant par l'exemple de la Vème République, dans laquelle ont pu s'épanouir tant des politiques de droite que de gauche. Or il convient précisément de se pencher sur les questions institutionnelles pour déterminer dans quelle mesure le cadre de la Vème n'a pas accéléré la « normalisation » de la gauche au pouvoir, et favorisé les politiques de droite au détriment de celles de gauche. Interrogation saine, sauf à sombrer dans le cynisme mitterrandien « cette constitution était dangereuse avant moi, elle le sera de nouveau après moi ». Mais à l'heure où quelque part Jospin est remis en selle pour disputer sérieusement à Fabius le titre de « fils spirituel privilégié » de l'ancien président, cette hypothèse n'est pas à exclure complètement...

Dans ce qui est peut-être un dernier spasme mitterrandien de Jospin, on peut discerner un (manque de) caractère politique qui donne du crédit au soupçon de Jean-Pierre Chevènement sur l'attitude qu'aurait adoptée le président Jospin lors de la deuxième guerre d'Irak.

On l'a un peu oublié mais il y a une quelques années les Guignols de l'Info avaient croqué Jospin en Yoyo, conduisant tranquillement sa petite voiture sur les routes bien balisées du petit monde gentil de Oui-oui et ses amis.

Caricature visionnaire ou simplement pénétrante ? Il n'empêche que pour Jospin, c'est toujours Oui-oui.

❖ LES HUMEURS DE JMH

Par Jean-Michel Hureau

Schwarzy et le vilain petit canard

Les Californiens ne mangeront plus de foie gras à partir de 2012. Ainsi en a décidé l'ultrasensible Gouverneur de Californie Arnold Schwarzenegger, qui a signé une loi interdisant la vente de produits résultant du gavage, cédant au lobby des défenseurs des animaux. Les autorités nord-américaines avaient déjà interdit, au début de l'année, l'importation de foies gras français pour des raisons sanitaires. Bon, je sais, tu vas me dire que les yankees bouffent du foie gras ou non, t'en as rien à faire. Évidemment. Mais on peut se poser la question du pourquoi. Et si c'était parce que dans « foie gras », il y a « gras » ? C'est que ça vire à la psychose générale là-bas. Un nord-américain sur trois est obèse et deux sur trois ont un excès de poids. Le taux d'obésité a augmenté de 60% en 10 ans. Ils sont obligés d'élargir la taille des cercueils ou des sièges de bus. Bien sûr, Mac Do, KFC, Coca-Cola & Co n'y sont pour rien. Non, tout ça, c'est de la faute au vilain petit canard, tu sais, celui qui ne dit pas toujours oui.

Les avatars de Charlie

Mises à part trois affaires relevant de la justice ordinaire, notre bien-aimé Sénateur des Hauts-de-Seine, Charles Pasqua doit en découdre avec la CJR, soit la Cour de Justice de la République. Alors là, quand même, attention, ils n'ont pas vraiment le sens de l'humour facile, les mecs ! Ils ne s'occupent que de faits que l'on puisse reprocher à un ministre en fonction. Eh ben, il a raté son exam, Charlie ! Trois mises en examen, d'un coup ! Une pour corruption au sujet du casino d'Annemasse - tu sais, à la frontière suisse - dont l'exploitation aurait été accordé à deux amis corses en échange du financement illégal de la campagne du RPF pour les européennes de 99 par Robert Feliciaggi. La

deuxième, pour complicité et recel d'abus de biens sociaux pour une malheureuse commission de 21 millions de francs versée à Étienne Léandri par la Société Française des matériels et systèmes du Ministère de l'Intérieur (SOFREMI), somme qu'il aurait d'ailleurs reversée à d'autres proches de Charlie. Et puis, une modeste affaire de pourboire de 5,2 millions de francs versée par Gec-Alsthom au même Léandri, pour que Charlie autorise le transfert du siège social de l'entreprise. Mais tout ça, c'est de la foutaise ! Imagine Charlie en Parrain te prenant à l'épaule et te disant : « Comment tu vas, petit ? ». « Bien, Monsieur Pasqua ». « C'est bien, continue comme ça ».

Drôles de gaziers!

Dans le n° 22 de La Banquise, je m'étais permis – mais un Banquisard se permet, par définition – d'ironiser quelque peu sur la naïveté de notre bien-aimé Lucky Luc concernant l'extrême-droite et l'antisémitisme. Le Pen s'était fait remarquer par quelques expressions dont il a le secret. Bruno Gollnisch vient de nous rappeler que rien n'a changé. Bien sûr qu'il appartient aux historiens de se déterminer sur l'existence des chambres à gaz. Comme s'ils ne l'avaient pas déjà fait et que c'était encore discutable ! « Quant à savoir la façon dont les gens sont morts, le débat doit avoir lieu ». On pourrait peut-être proposer à Gollnisch une reconstitution avec lui dans la chambre, et une vitre sans tain pour qu'on puisse profiter du spectacle ? Mais Georges Theil, conseiller régional de la région Rhône-Alpes, condamné en septembre 2001 pour négationnisme, surenchérit : « Les seules chambres à gaz que vous voyez à Auschwitz sont des autoclaves de désinfection ». Vachement efficace les autoclaves, Camarade, t'as pas un virus qui en est ressorti ! Si seulement on les avait laissé faire, aujourd'hui, il n'y aurait plus de SIDA, de grippe aviaire, et toutes ces calamités. Enfin, on aurait la santé, quoi ! Mais, à chacun les siens, mon pote franco-chilien Eduardo Olivares vient de me rappeler que ce côté-ci de l'Atlantique, on en a un pas mal non plus. Pinochet a dit au juge Guzmán qui l'interroge sur les tortures et disparitions sous la dictature : « Moi, j'étais le Président, on n'allait pas me mettre au courant des petites choses... ». T'avoueras qu'on a quand même à faire à de drôles de gaziers !

❖ COMMENTAIRES SUR LE TRAITE CONSTITUTIONNEL EUROPEEN

Par François Lucas

La prestation de F.Hollande sur FR3 m'a incité à faire ce papier. Car, manifestement, il n'a pas lu le texte sur lequel les français devraient prononcer par référendum. On essaie de nous faire croire qu'on pourra réviser le texte facilement, c'est totalement faux : la procédure est compliquée et nécessite de toutes façons l'unanimité au bout du compte, et l'article IV-9 dit que « **le traité établissant la Constitution est conclu pour une durée illimitée.** ». Hollande, d'accord avec son « opposant » Devedjian, nous a expliqué qu'il ne s'agissait pas d'une « constitution » mais d'un « traité constitutionnel ». Voilà un joli « trompe-couillon » : nous (dés)approuverons un traité, ça c'est vrai, et quand le traité aura été ratifié, nous aurons une constitution. Les rédacteurs ont d'ailleurs toujours été très précis, avant la ratification le terme « traité » est utilisé, après la ratification, c'est le terme « constitution ».

Ce projet n'est pas laïc. L'article II-10 (Liberté de penser, de conscience et de religion) précise que « toute personne a droit à la liberté de manifester sa religion individuellement ou collectivement, **en public** ou en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques et l'accomplissement des rites ». Cet article doit permettre de contredire la loi sur les signes « ostensibles », même si on peut arguer que le Titre VII sur l'interprétation et l'application de la Charte laisse une certaine latitude aux Etats. Dans l'article 51 sur le statut des églises et des organisations non confessionnelles, le statut d'église n'étant pas défini, on ne sait si l'Union reconnaît leurs identités, parce qu'elles sont déjà reconnues au niveau national, ou si on risque, par exemple, de retrouver l'église de scientologie ou d'autres sectes comme interlocuteurs de l'Union en vertu de l'alinéa 3 et de la confusion de l'alinéa 1 qui stipule que « l'Union respecte et ne préjuge pas du statut dont bénéficient, en vertu du droit national, les églises » et affirme plus loin que « reconnaissant leur identité et leur contribution spécifique, l'Union maintient un dialogue ouvert, transparent et régulier, avec ces églises ». L'église de scientologie étant reconnue aux Etats-Unis comme église (merci

Bush père !), on peut tout craindre, Tom Cruise reçu par Sarkozy c'est un hasard, ou c'est de la stratégie à long terme?

Il y a encore beaucoup à dire. Tiens, pour les verts qui s'appêtent à voter oui (pas tous, heureusement), voici l'article II-13 : « les arts et la recherche scientifique sont libres ». Les recherches sur les OGM et le clonage aussi ?

Le futur Ministre des Affaires Etrangères, nommé par le Conseil Européen, vice-président de la Commission Européenne et mandataire du Conseil des Ministres a bien de la chance : « les Etats membres facilitent l'accomplissement de sa mission et s'abstiennent de toutes mesures susceptibles de mettre en péril la réalisation des buts figurant dans la Constitution » et, article 15, « appuient activement et sans réserve la politique étrangère. Ils s'abstiennent de toute action contraire aux intérêts de l'Union ou susceptible de nuire à son efficacité ». Pas question pour la France de refaire le coup de l'Irak vis à vis des Etats-Unis, elle serait en contradiction avec la Constitution. C'est bizarre, Chirac aussi approuve ?

Quant aux conditions de travail justes et équitables (article II-31), il est prévu un repos hebdomadaire, c'est bien, mais cela nous ramène au temps où la plupart des gens n'avaient que deux heures pour aller à la messe le dimanche matin : c'était le « repos hebdomadaire », conforme à la Constitution qui ne donne aucune indication sur une durée minimale ! C'est sans doute ce que certains appellent le « volet social ».

Les contraintes imposées par la BCE (section 3 bis) sont plus drastiques pour les membres de la zone euro que pour les autres membres de l'Union. L'article III-80, indique clairement que le vrai patron, c'est le Président de la BCE « ni la BCE, ni une banque centrale nationale ne peuvent solliciter ni accepter des instructions des institutions, organes ou agence de l'Union, des gouvernements des Etats membres ou de tout autre organisme. » Au moins, ça a le mérite d'être clair, on va bientôt se demander à quoi ça sert de faire des élections. Cela dit, la création des deux conseils « consultatifs » va aider à résoudre le chômage potentiel des élus de tous poils : entre le Comité des Régions et le Comité Economique et social, ça fait 700 paires de pantoufles (pour le premier c'est le cumul des mandats « obligatoire » pour les élus

locaux, pour le second ce sera le remerciement pour services rendus aux syndicalistes « réformistes »), plus un comité de l'emploi de 50 membres.

Insistons enfin sur l'emploi abusif et répété du verbe « pouvoir », qui signifie dans un texte de cette importance l'incapacité des rédacteurs à se mettre d'accord, mais qui prend une vraie dimension lorsque dans l'article III-82 § 2 on lit : « a Banque Centrale Européenne **peut** décider de publier ses décisions européennes, recommandations et avis. », ou des formules du style...(article 7) « l'Union **s'emploie à adhérer** à la Convention européenne de sauvegarde des droit de l'homme et des libertés fondamentales ».

Karl Marx dans une lettre à Engels lui présentant «Le Capital » disait en gros « j'ai mis les notions de liberté et de justice de telle sorte qu'elles ne nuisent pas à l'ensemble... », les patrons renvoient l'ascenseur « ils ont mis ce qu'il faut de liberté et de social de façon à ce que ça ne nuise pas au business ». On croit rêver. La seule chose qu'on puisse souhaiter c'est qu'un vrai débat sur le fond s'engage dans l'année qui vient. Il y a des tonnes et des tonnes de contradictions, la rédaction est imprécise et confuse, bourrée de contrevérités. Si un débat sérieux s'installe les partisans du oui vont avoir du mal à s'en remettre.

❖ GAUCHE, REPUBLIQUE, LAICITE

Par Fabienne Courvoisier

Suis-je la seule à m'étonner du "ton" du MMLF? Non, je n'approuverai jamais la politique du gouvernement israélien vis à vis du peuple Palestinien et je refuse qu'on m'accuse pour cela d'antisémitisme. Je ne justifierai jamais, non plus, la guerre d'Irak, ce qui n'exclut pas mon opposition radicale à l'"Islam politique".et si je suis islamophobe, religiophobe en somme, je ne suis pas arabophobe ni maghrébinophobe.

Voir Di Falco, sur Antenne2, distribuer des chapelets et entendre Ardisson répéter combien la religion catholique est tolérante (!) ne me plait pas du tout (service public en plus). Et ce n'est pas parce que les "sociologues des religions" veulent nous imposer l'idée qu'il nous faut une religion (ils sont tenants des "sciences"(sic)humaines) que nous devons l'admettre. La terre tournait, même si l'église

catholique le réfutait car les faits scientifiques sont irréfutables. Mais sociologie et science, cela fait parfois deux!! Je persiste et signe : "la sociologie est à la philosophie ce que l'astrologie est à l'astronomie"... vivent Charpak et Omnes!

❖ NOUVELLES DE LA GAUCHE

CONGEELE

Par João Silveirinho

Nouvelles des orgas

Plus qu'un mois avant le référendum interne au PS. Il paraît que ça cogne dans tous les coins, que chacun soupçonne l'autre de noirs desseins et de futures urnes bourrées.

Chez les Verts, les éléphanteaux locaux (Cochet, Mamère, Voynet). Pensaient plier l'affaire en deux coups les gros. Mais voilà que d'autres défendent le non (Lemaire, Bavay, Billard...). Comme quoi le pire n'est jamais sûr. Le PC a commencé sa campagne pour le non, le MRC aussi. La Fondation Copernic a lancé un « appel des 200 », signé par bien plus de monde que ça, dont quelques cactusiens, pour s'opposer au traité. Attac se tâte toujours. Dépêchez-vous, les gars.

La CNGR a tenu son Carrefour citoyen le 9 octobre. De bons débats (voir les comptes rendus en cours de parution sur le site www.coordinationgaucherepublicaine.org).

PRS, l'assoce de Jean-Luc Mélenchon, a tenu peu après son premier conseil national. Des groupes départementaux sont en cours de constitution. Bref, les choses avancent.

❖ NOUVELLES DE LA GAUCHE !

PRS et La Gauche !

C'est parti : nos Pierre Henry et Fatiha Mlati participent au bureau départemental parisien de PRS. Ils ont été élus, ainsi que Jean-Luc Gonneau au Conseil national, Pierre participant aussi au Bureau national.

Campagnes unitaires à venir

La campagne unitaire dans le 17^e arrondissement de Paris que nous avons proposée (voir n°28) prend forme : une réunion de travail est prévue début novembre pour concocter un tract, et une réunion publique va être programmée en décembre avec au moins

deux élus locaux : Clémentine Autain, adjointe au maire de Paris, et Jean-Luc Gonneau. Participants pour le moment : le PC, PRS, Alternatives Citoyennes, le MRC, la CNGR et **La Gauche !** bien sûr La liste n'est pas close.

CNGR

Plusieurs « cactusiens » (Hervé Aslan, Jean-Michel Dejenne, Séverine Gille, Jean-Luc Gonneau, qui présidait la table ronde sur l'Europe, Georges Michel, Jacques-Robert Simon...) ont participé au Carrefour citoyen de la CNGR, qui a réuni près de 150 participants, ce qui est début encourageant. Un tract sur le traité constitutionnel, élaboré collectivement sur une trame proposée par Fatiha Mlati et Jean-Luc Gonneau sera disponible courant novembre (voir aussi l'article de Georges Michel).

Assemblée Générale

L'assemblée générale du Cactus Republicain / **La gauche !** aura lieu au Parc, 172 rue Cardinet Paris 17^e le **mardi 16 novembre à 20h30**. Au programme, le point de nos activités, les projets pour les mois à venir, des échanges et débats, de la convivialité, à boire et à manger pour ceux qui le souhaitent. Ne voteront bien entendu que les adhérents à jour de leur cotisation.

❖ CONTRE LE BLOCUS DE CUBA

Par Alain Sabatier

Nous nous sommes tous attachés, en son temps, à dénoncer le blocus infligé à l'Irak et à son peuple, comme aujourd'hui nous ne pouvons que constater que la guerre qui a suivi n'a fait qu'ouvrir une boîte de Pandore aux conséquences dramatiques et incalculables. Depuis 40 ans, le peuple cubain et l'état cubain s'affrontent à la même puissance, avec courage et dignité. Le blocus imposé à cette île a été maintes fois dénoncé par l'Assemblée Générale de Nations Unies. Quelque soit par ailleurs le regard que nous portons sur l'ensemble du processus cubain, nous sommes tous attachés à l'émergence d'un monde multipolaire et nous disons tous non aux lois extra-territoriales érigées par les Etats-Unis telles que les lois Helms-Burton ou Toricelli. Au moment où d'importants débats ont lieu dans la plupart de notre organisation sur l'avenir de la France, de

l'Europe et du monde, il conviendrait de rappeler le traitement inique qui est fait à ce petit pays, contraire à tous nos principes.

❖ **CHRONIQUE CHRONIQUEUSE GENIALE
DU PR. ZIGOUNOFF : L'EFFET
LAVOISIER**

Par Georges Michel

Enfin bof ! Préparons le non au référendum et reprenons les *Lettres Persanes* là où Chevènement les avait laissées.

**La Coordination Nationale de la Gauche
Républicaine existe, je lui ai causé**

Nous avons parlé et pris le café et bu des canons en sortant de nos ateliers et déjeuné d'un plateau repas avec portion adulte d'œufs à la neige mais ce n'est que justice : nous au moins nous savons apprécier les bonnes choses, pas comme les petits voyous des écoles.

A Vaux le Pénil, il m'a semblé que des réserves insoupçonnées de bonnes volontés continuaient à se manifester. Je me suis demandé pourquoi. Tout en déplorant par avance les carences de mon analyse, je dois dire que je suis reparti bien réconforté dans mon village du bord de la galaxie. Les travaux des ateliers n'ont pas entièrement refait le monde et je ne pense pas qu'ils en aient expliqué beaucoup de nouveaux mystères mais ils ont certainement aidé tous ceux qui étaient venus à bien s'imprégner d'une évidence. Si nous ne voulons pas que la régression programmée Giscard du projet de constitution européenne nous cloue les couilles au plancher pour de nombreuses lunes, va falloir se mobiliser pronto dans le refus. Se retrouver comme savent le faire les gens de gauche à chaque fois qu'ils ont une cause sérieuse de le faire, et ensuite rester retrouvés...dans des conditions telles que personne ou presque n'ait du mal à se reconnaître.

Et pendant ce temps-là, les janpierrôlâtres en difficulté sont sur le point, on peut le craindre, de disparaître bientôt dans le trou de leur groupuscule. Sur la minuscule planète de leur prince où le nombre de volcans restant à ramoner est pourtant devenu quantitativement très gérable, rien de nouveau : on recycle par écrit des fulgurances qui avaient fait long feu peu de temps après leur éruption orale. Quant

aux autruches de la pensée unique, pendant combien de temps vont-elles encore trouver le sable assez meuble ?

Giscard, un bienfaiteur de la gauche

Il y avait longtemps qu'un péril en la demeure n'était pas apparu aussi clairement : la constitution pour l'Europe du bon Monsieur Giscard, désormais l'homme d'un seul livre, magistralement décortiqué à Vaux le Pénil par le couple diabolique Bonté-Corbières, ne résiste guère à l'examen rapproché. Lors de la séance de synthèse et clôture de l'après-midi nous avons été sidérés de voir à quel point les préoccupations spécifiques de chacun des trois ateliers (emploi, Europe, laïcité) convergeaient sur la nécessité de faire campagne pour le non. Ce projet pour l'Europe contient décidément tout ce qui pouvait faire l'unanimité contre. Réussissant l'exploit étonnant consistant, selon les Anglais, à se couper le nez pour punir le visage, Chirac avait dissout le Parlement. Le nom de Giscard-le-catalyste passera lui aussi à la postérité, comme bienfaiteur de la gauche républicaine. Sans lui, elle aurait continué à se chercher en affinant toujours davantage des critères déjà passablement élaborés de définition et de parentèle.

Reviens Arouet, on te pardonne tout ou presque

Je pense qu'il faut continuer de rechercher les moyens de régler leur compte à ces monothéismes qui nous font tant de mal. Et pour commencer, pourquoi ne pas cesser de leur accorder si facilement tribunes et plateformes pour exprimer leurs sophismes ? Que nous importe qu'il y ait de bons et de mauvais croyants. Peu me chaut qu'on nous explique que les bons expriment l'esprit c'est-à-dire le plus souvent ce qu'ils pensent que leurs interlocuteurs veulent entendre pour être rassurés, ce qui présente aussi l'avantage de les dédouaner par rapport aux méchants militants et prosélytes durs et purs.

Sous prétexte que nous sommes contre le fond et la forme de toutes les répressions, notre souci d'objectivité maintenant détourné de son propos original de justice pour tous ne risque-t-il de faire la part belle à l'obscurantisme des clercs ? Nous n'avons pas vraiment le choix. La contre-vérité n'ayant ni loi ni patrie, pour continuer à

écraser l'infâme maintenant que Voltaire peut paraître parfois si loin de nous, il faut veiller sans faiblesse pour que ce qui est privé le reste et que le public en soit le seul garant. N'étant pas historien je vais désormais allègrement me dispenser de tant de respect de la méthode et de la démarche historiques, et m'inquiéter davantage des implications de la crédibilité des sources, des circulaires, diktats, évangiles, fatwas, manifestes, mémoires, mémorandums, révolutions culturelles, ukases et autres événements concélébrés en groupe en haute montagne ou dans le désert, et m'asseoir sans états d'âme sur les tablettes de la loi de ceux qui entendent bien nous convertir (quoique la pierre, puisse être bien inconfortable).

Je n'ai plus à craindre si vivement l'apnée dans l'apocryphe, je vais citer avec moins de réticence Alphonse Allais, Pierre Dac, le professeur Choron. Certes, mon scepticisme à l'égard du verbe officiel et sacré, parole de torah ou hadith de prophète, édit de secrétaire général ou livre de rentrée que bigots, cul bénis, apikorsim ou kaffer billah (les frères mécréants sémites) confondus reprennent ou réfutent tous avec tant de naturel comme si l'aveuglement en dévotion était leur seconde nature, mon scepticisme, disais-je, ne va pas vraiment disparaître tout de suite. Mais peut-être sera-ce au tour de Jospin de se prononcer dans le prochain numéro de Charlie hebdo.

L'effet Lavoisier ou comment continuer mais en mieux ; venez nombreux

Les oui et les non à la constitution européenne Giscard recensent leurs forces ; les gazettes ne peuvent pas vraiment éviter d'en parler. Ce n'est évidemment pas sur des sujets aussi futiles que je m'interroge, mais vous l'aviez deviné, sur la Révolution de 1789, sur la façon dont le politique entretient avec le spatio-temporel des rapports dialectiques d'une complexité insoupçonnée et d'une ambiguïté presque parfaite. (Le nom d'un parti jadis porteur d'espoir politique viendrait facilement aux lèvres.) Mes recherches les plus récentes, encore inédites mais vous ne perdez rien pour attendre, éclairent de façon magistrale un certain nombre de faits étonnants dont j'hésite à vous priver.

C'est de l'histoire ancienne que les moins de deux cent dix ans ne peuvent pas connaître.

Bon. Je vois bien qu'il va falloir que je vous explique tout ça en détail.

Un membre surmené de la Convention, sans doute momentanément aveuglé par manque de discernement et de self control (disons comme quelqu'un dont le fournisseur d'accès Internet chipoterait sur la qualité de la liaison et le prix du forfait), aurait déclaré en 1794 au père de la chimie quantitative moderne que la Révolution n'avait pas besoin de chimistes. Quant aux manants, ne s'étaient-ils pas permis de se partager en deux : ceux qui ont aidé Lavoisier, les fermiers généraux et le fils de Saint-Louis-montez-au-ciel à subir un préjudice considérable, et, tant il est vrai qu'une élite peut en cacher une autre, ceux qui ont profité du changement de raison sociale pour veiller à ce que les structures de la société soient aussi peu bouleversées que possible. Je regrette beaucoup Lavoisier, M. Fils de Saint-Louis et tous les autres mais je regrette encore plus que les bienfaits de la loi de la conservation de la masse n'aient pas trouvé d'écho parmi les tricoteuses et les tricoteurs tendance du parti des janpierrolâtres et de leur frère ennemi le Post Scriptum. Peut-être souhaitent-ils pouvoir se passer d'adhérents, comme la révolution de chimistes ? Les charrettes n'ont qu'un temps ; les tendances et les courants les suivent, et tout de suite après les clubs, l'apolitisme et puis Brecht-le-didactique tous les jours : si le peuple est mécontent de son assemblée, elle va élire un nouveau peuple, et le salutiste de "Sainte-Jeanne des Abattoirs" qui nous rappelle si à propos que "...Dieu se situe au-dessus de la mêlée, c'est-à-dire du bon côté". Celui que Giscard et ses amis (Don Rocco et ses frères apostoliques), le futur commissaire européen à la justice à la liberté et à la sécurité, le saint homme Buttiglione, l'anti-homophile trop à droite pour Berlusconi, aimeraient tant nous faire croire qu'ils vont généreusement partager ? Ne croyons surtout pas qu'ils perdent leur temps à attendre ; ils disposent déjà d'avantages considérables et espèrent bien, grâce au projet Giscard, se doter de ceux qui leur font encore défaut. Même le journal *le Monde* l'a remarqué. Et pourtant cette aimable gazette n'est pas la dernière, dans la course aux raccourcis qui tuent, à entretenir la confusion sur le non au référendum sur le projet de "*Traité établissant une constitution pour l'Europe*" présenté, pour

simplifier sans aucun doute, n'est-ce pas, comme *non à l'Europe*. En cas de bras d'honneur franc et massif à Valéry, renégociation ; le non à l'Europe, c'est tout autre chose, mais ne semble-t-il pas que depuis quelque temps se profile chez le consommateur de base une réaction de plus en plus largement fondée à tout ce que la droite la plus rétrograde espérait graver dans le bronze de la constitution européenne ?

Mais revenons donc à notre Convention ; les excès autoritaires, comme presque tous les passages en force, n'avaient pas vraiment renforcé le schmilblick, mais l'avaient au contraire considérablement affaibli. D'où nous concluons qu'espérer d'une fausse unité excluant le débat démocratique qu'elle débouche sur le progrès est aussi illusoire que chercher l'imagination dans un rassemblement de groupies du Vatican en pèlerinage à Lourdes. Serait-il permis d'espérer l'émergence d'un mouvement militant, seul de nature à faire capoter tous les projets anti-démocratiques de constitution ? Il y a encore de la place et de l'espace, citoyens. Venez nombreux.

❖ TRIBUNE LIBRE : SAVOIR DIRE NON !

Par Emmanuel Dupuy, Diane Le Béguet et Emmanuel Saussier

Lorsque plusieurs dirigeants du Parti socialiste ont franchi le pas, expliquant pourquoi le projet de Traité constitutionnel n'était pas à la hauteur de l'ambition européenne de la France, ils ont naturellement réconcilié autour de leurs positions tous ceux qui, au-delà de leur parti, se reconnaissent dans une gauche républicaine, laïque et européenne.

Car le traumatisme créé, il y a douze ans de cela, par les résultats ô combien serrés du référendum de Maastricht a eu pour effet de biaiser et de caricaturer à l'extrême le débat politique, comme s'il n'était d'autre alternative qu'entre un souverainisme conservateur - qu'il soit de droite ou de gauche - et une marche aveugle vers l'idéal européen. Comme s'il n'était pas permis de s'arrêter, entre nous, un instant, afin de regarder notre carte, de consulter notre boussole et de nous interroger : sommes-nous sur la bonne voie ? Vers quelle Europe nous dirigeons-nous véritablement ?

Cette absence délibérée de débats, cette crainte de toute remise en cause, aidée en cela par une

pensée dominante particulièrement vive à dénoncer ce qui lui est hostile, n'a pas empêché de faire des choix majeurs. Mais elle a privé les citoyens, théoriquement les premiers bénéficiaires de l'idéal européen, d'en prendre la mesure, d'en comprendre les enjeux et, surtout, de donner leur opinion souveraine. Car, entre l'approfondissement, tellement cher à François Mitterrand, et l'élargissement qu'il redoutait, la décision a été prise sans que l'on ne puisse rien en dire. L'Europe a changé de nature ? C'était inévitable, ce n'est que le sens de l'Histoire, passez votre chemin !

Les décisions ont déjà été prises, elles n'étaient pas forcément mauvaises, mais il faut aujourd'hui en tirer les conséquences. En dix ans, l'Europe a profondément changé et l'avenir est plus que jamais riche de ses possibles. De quelle Europe voulons-nous désormais ? D'un grand continent-marché, cette vaste zone de libre-échange qui, peu à peu, s'ouvrirait à d'autres voisins « géographiquement » proches, à défaut d'être « philosophiquement » membres d'une même communauté, ou d'une véritable Europe de projets, qui permettrait de construire enfin une Europe volontariste, politique et solidaire ?

Ce projet de Traité constitutionnel, en noyant des dispositions essentielles dans une interminable suite d'articles accessoires, en sapant cette « Europe puissance » à laquelle nous aspirons par des références explicites à l'OTAN, en rendant quasiment impossible le développement de coopérations renforcées, en conditionnant l'émergence véritable d'une politique étrangère et de sécurité commune à des coopérations structurées devenues aveuglément conditionnées par une compilation d'intérêts extra-communautaires, en proclamant le principe de cohésion tout en conditionnant son financement à un vote à l'unanimité, en empêchant, de *facto*, les possibilités d'augmentation du budget européen, constitue, en tout état de cause, un véritable recul de l'idée européenne. Surtout, ce projet dans lequel il avait été placé tellement d'espoirs n'est en définitive qu'une série d'occasions manquées. Que dire de la « résignation » quasi unanime des Conventionnels, à l'exception notable de Pervenche Berès, face à un texte qui a largement été remanié au cours de la CIG de

juin dernier, aux gré d'intérêts sectoriels qui ont une fois de plus sacrifié la reconnaissance de droits sociaux, pourtant chèrement reconnus comme tels avec l'adoption de la Charte des Droits fondamentaux ?

Le passage à 25 dont on aurait dû faire une chance n'y est synonyme que de difficultés, de contraintes, de paralysie. Qu'en sera-t-il demain, à plus de trente ? Le dépassement de l'Europe marché ne s'impose qu'à travers quelques formules qui se révéleront bientôt extrêmement difficiles à mettre en œuvre. Et encore, les objectifs fixés à la Banque Centrale Européenne n'ont-ils même pas été complétés ! Cette Europe-là n'est assurément pas celle dont nous rêvions.

Notre génération, bercée par les avancées fondamentales d'un moteur franco-allemand consolidé, par l'ancrage de la solidarité Nord-Sud dans et au-delà du continent européen, par l'idée d'une identité stratégique européenne jumelle d'un lien transatlantique rééquilibré, cette génération-là peut-elle se satisfaire des arguments de la résignation et du défaitisme, qui n'hésitent pas à invoquer le risque du retour en arrière voire d'un chaos généralisé... A l'échec de la CED en 1954 a pourtant bien succédé le traité fondateur de 1957 !

Un « non » partagé par beaucoup de citoyens français et chez nombre de nos voisins, sera ainsi générateur de cette même énergie constructive, qui a permis, « pas à pas », de proposer le mieux disant et non accepter à l'aveugle, voire par délégation à ceux qui prétendent maîtriser les enjeux cachés de la construction européenne. Cette dernière ne pourra se faire, *in fine*, que par la reconnaissance de la suprématie de la souveraineté populaire qui fonde la démocratie et ancre la République, comme garante des droits et devoirs des citoyens.

Faudrait-il donc accepter, malgré tout, ce traité constitutionnel, en se berçant du vague espoir de perfectionnements à venir, ou se donner les moyens de se battre pour notre ambition européenne ? Faut-il s'empêcher de dire « non », de peur que l'on nous croie incapables de dire « oui » ? Faut-il se résigner à un mauvais acquis au motif que le meilleur demandera bien du courage et bien de la ténacité ? Les convictions qui sont les nôtres, républicains progressistes, exigeants et

volontaires, attachés au projet d'une Europe puissante, démocratique et solidaire ne sauraient laisser place à l'ombre d'une hésitation. Et aujourd'hui, en faisant le choix de la discussion, en confrontant l'ampleur de leur ambition à des craintes légitimes, en affirmant avec force l'urgence du débat et l'importance de leur décision, ceux qui portent le non au sein du Parti socialiste et ailleurs renouent avec l'idée que nous nous faisons de la politique.

Ils ont plus que notre estime, ils ont notre soutien et connaissent notre détermination à ancrer l'idéal républicain, essentiellement fondé sur la liberté de choix, au cœur du débat européen. Nous serons à leurs côtés, pour répondre à cette interrogation fondamentale : êtes vous pour un projet européen partagé, car assimilé, ou pour un simple ensemble quantitatif, statistique, géographique, bref une « chimère » aux yeux des vrais enjeux qu'offrent la complexité du monde ?

Emmanuel Dupuy est secrétaire général de l'Union des Républicains Radicaux (U2R), Diane Le Béguec est ancienne secrétaire générale du Pôle Républicain et Emmanuel Saussier est président de l'Union des Jeunes Républicains (UJR),

❖ CULTURE/THEATRE : ALLEZ VOIR NAPOLEON ET ... JEAN-VICTOR, DE SOIZIC MOREAU

Par Jean-Luc Gonneau

Il n'est pas si fréquent de rencontrer des personnes qui par leur enthousiasme, leur loyauté, leur courage renforcent en nous le goût de vivre. Soizic Moreau est de celles-ci. Enseignante, elle a donné le goût de la lecture et du théâtre à des milliers de collégiens et lycéens. Adjointe au maire du XI^e arrondissement de Paris, elle est l'un des piliers du festival Onz'Bouge (rigolo, quand on sait combien le maire de l'arrondissement se méfie du « bougisme »), qui chaque année accueille des dizaines d'événements culturels. Soizic écrit, pour le théâtre. Sa dernière pièce, « Napoléon et... Jean-Victor » sera représentée du **10 au 13 novembre à 20h, le 14 à 16h, le 15 à 18h30 au Théâtre Berthelot, 6 rue Marcelin Berthelot à Montreuil (M^o Croix de Chavaux, sortie Kléber)**. Soizic est de gauche et républicaine, Soizic est adhérente du Cactus Républicain. Alors, tous à Montreuil du 10 au 15 novembre (*ndlr : en plus, Claire Pessin-*

Garric, l'adjointe à la culture de Montreuil et conseillère générale, qui a donné un coup de pouce au spectacle, est aussi une amie de la Banque, alors...)

Réservations : 01 42 74 17 87

❖ PETITES ANNONCES CLASSEES

Réchauffer la Banque recrute toujours des journalistes intervieweurs/euses, grand(e)s et petit(e)s reporters, designers, dessinateurs... Pas trop sérieux ne pas s'abstenir. Aucune rémunération n'est envisagée à première vue, ni à deuxième. A perte de vue, on verra.

*Si vous ne souhaitez plus recevoir **Réchauffer la Banque**, ce qui serait dommage, un p'tit courriel ou courrier, et hop, sitôt dit sitôt fait.*

❖ SI RECHAUFFER LA BANQUISE VOUS INTERESSE...

Il y a plusieurs façons de contribuer à faire vivre ce bulletin, le futur site internet et nos idées. Si l'envie vous en prend, merci de nous renvoyer cette feuille à l'adresse indiquée dans l'ours, ou de nous écrire un p'tit courriel

Je souhaite continuer à recevoir **Réchauffer la Banque**

Je souhaite aider à diffuser **Réchauffer la banque**

J'adhère à l'association **CACTUS**, éditrice de réchauffer la banque et du site www.cactus-republicain.org et vous joins un chèque de 15 euros à l'ordre de **CACTUS REPUBLICAIN**

Je suis disposé(e) à collaborer à **Réchauffer la banque**

Je souhaite recevoir les numéros précédents

Nom :

Prénom :

Adresse :

Ville :

CP :

Téléphone :

Courriel :

Réchauffer la banque

Publication : Jean-Luc Gonneau **Rédaction** : Joao Silveirinho **Éditorialiste** : Sylvain Ethiré **Conception** : Jean-Christophe Frachet **Humeurs** : Mick et Paule, Jean-Michel Hureau **Grande Reportère** : Florence Bray. **Dessins** : Michel Hulin.

Adresse et abonnement : Le Cactus Républicain - J.L. Gonneau - 3, avenue Vélasquez 75008 Paris

Courriel : jean-luc.gonneau@wanadoo.fr

Internet : <http://www.cactus-republicain.org>

Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.

*Elles/ils écrivent pour **La Banque** : Anne Alize, Elie Arié, Rémi Aufrère, Clémentine Autain, Gilles Bachelier, André Bellon, Géraldine Biaux, Jean-Philippe Brunet, Michel Cabirol, Philippe Callois, François de la Chevalerie, Olivier Clerc, Daniel Cojean, François Colas, Fabienne Courvoisier, Jacques Decaux, Chantal Decosse, Jean-Michel Dejenne, Jean Delons, Jean-Michel Dodd, Emmanuel Dupuy, Jean-Claude Fiemeyer, Gabriel Galice, Séverine Gille, Vincent Guillot, Eric Halphen, Pierre Henry, Georges Hervel, Jean-Marc Holleaux, Dominique Lacout, Nathalie Laillet, Diane Le Béguet Alain Le Dosseur, Jeannick Le Lagadec, Christian Lemasson, Loulou, François Lucas, Georges Michel, Fatiha Mlati, Eric Mouron, Michel Naudy, Vincent Ortega, Jean-René Peltier, Michel Pillier, Michel Portal, Guy Ratane-Dufour, Roberto Robertelli, Ruy Rodrigues da Silva, Emmanuel Saussier, Jacques-Robert Simon, Patrick Trannoy, Louie Wyler, Olivia Zemor...*

*Elles/ils ont participé aux cafés-débats de **La Banque** : Géraldine Biaux, Claude*

Boucher, Camille Cabral, Jean-Claude Fiemeyer, Jean-Luc Gonneau, Eric Halphen, Pierre Henry, Jeannick Le Lagadec, Michel Lefebvre, Fatiha Mlati, Temir Porras, Ruy Rodrigues Da Silva, Marco Antonio Rodrigues Dias..., Eduardo Olivares, Ismaël Omarjee,

Attention ! notre site

<http://www.cactus-republicain.org>

**est en travaux. Un nouveau site tout neuf
tout beau bientôt !**